

PROJET DE STATUTS MODIFIES DU SYNDICAT MIXTE

Article 1

Il est formé entre

les intercommunalités suivantes :

le SIVOM de la Plaine de l'Ain, la communauté de communes du canton de Montluel, la communauté de communes de Miribel et du Plateau, la communauté de communes de Pont d'Ain Priay Varambon, la communauté de communes Bresse Dombes Sud Revermont, la communauté de communes Bugey Vallée de l'Ain, la communauté de communes de la vallée de l'Albarine,

et

les 12 communes ci-après :

Bénonces, Briord, Châtillon-la-Palud, Innimond, Lhuis, Lompnaz, Marchamp, Montagnieu, Ordonnaz, Seillonnaz, Serrières-de-Briord, Villette-sur-Ain,

un Syndicat Mixte régi par l'article L 5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2

Le syndicat mixte prend le nom de : **Syndicat Mixte du schéma directeur Bugey Côtière Plaine de l'Ain.**

Article 3

Le Syndicat Mixte a pour objet :

- l'élaboration et l'approbation du Schéma Directeur Bugey Côtière Plaine de l'Ain, valant Schéma de Cohérence Territoriale, conformément à l'article L. 122-18 du Code de l'Urbanisme,
- le suivi et la révision du schéma de cohérence territoriale,
- la mise en œuvre des articles L. 122-1, L 122-2 et L 122-4 et suivants du Code de l'Urbanisme,
- l'association aux procédures d'élaboration, de modification et de révision des plans locaux d'urbanisme engagés sur son périmètre".

Article 4

Le siège du Syndicat Mixte est fixé au château de Chazey-sur-Ain.

Article 5

Le Syndicat Mixte est constitué pour une durée illimitée.

Article 6

Le Syndicat Mixte est administré par un comité composé de 90 délégués et de 90 suppléants, à raison de :

- 33 délégués du SIVOM de la Plaine de l'Ain, désignés par lui, ainsi que 33 suppléants,
- 9 délégués de la communauté de communes du canton de Montluel, désignés par elle, ainsi que 9 suppléants,
- 6 délégués de la communauté de communes de Miribel et du Plateau, désignés par elle, ainsi que 6 suppléants
- 3 délégués de la communauté de communes Pont d'Ain Priay Varambon, désignés par elle, ainsi que 3 suppléants,

- 6 délégués de la communauté de communes Bresse Dombes Sud Revermont, désignés par elle, ainsi que 6 suppléants,
- 9 délégués de la communauté de communes Bugey Vallée de l'Ain, désignés par elle, ainsi que 9 suppléants,
- 12 délégués de la communauté de communes de la vallée de l'Albarine, désignés par elle, ainsi que 12 suppléants.
- 12 délégués des communes isolées, à raison d'un représentant par commune, désigné par le Conseil Municipal, ainsi que 12 suppléants désignés dans les mêmes conditions.

Le Comité Syndical pourra constituer en son sein des commissions thématiques ou géographiques.

Les Conseillers Généraux, s'ils ne sont pas délégués, pourront assister aux réunions du Comité Syndical avec voix consultative et participer aux travaux des commissions.

Article 7

Le Comité Syndical élit un Président, quatre Vice-Présidents et six membres qui constituent ensemble le Bureau.

Le Comité Syndical peut déléguer au Bureau une partie de ses attributions, à l'exception de celles visées à l'article L 5212-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Lors de chaque réunion du Comité Syndical, le Président rend compte des travaux du Bureau.

Article 8

La contribution financière des communes isolées, du SIVOM de la Plaine de l'Ain et des communautés de communes au fonctionnement du Syndicat Mixte est fixée ainsi qu'il suit :

La charge nette du Syndicat Mixte, à savoir le montant de ses dépenses, déduction faite des recettes prévues aux 2^e, 4^e et 7^e de l'article L 5212-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, est répartie entre les communes isolées, le SIVOM de la Plaine de l'Ain et les communautés de communes, pour moitié en fonction du dernier chiffre de population légale connu et pour moitié en fonction du potentiel fiscal. Pour le SIVOM de la Plaine de l'Ain et les communautés de communes le chiffre de population et le potentiel fiscal retenus correspondent à la somme des chiffres de population et des potentiels fiscaux des communes qui les composent.

Article 9

Toute question non réglée dans les présents statuts sera soumise aux dispositions des chapitres I et II du titre 1^{er} du livre II de la 5^e partie du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 10

Les présents statuts resteront annexés aux délibérations des collectivités adhérentes au Syndicat Mixte.